

Jun
2017

SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU
PREMIER MINISTRE, CHARGE DU
BUDGET ET DU PORTEFEUILLE DE
L'ETAT

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET
DES FINANCES

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE



UNION - DISCIPLINE - TRAVAIL



COMMUNICATION EN CONSEIL DES MINISTRES RELATIVE A L'EXECUTION DU BUDGET A FIN JUIN 2017

EXECUTION DU BUDGET



SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
I- REALISATION DES RESSOURCES.....	4
1.1 Ressources budgétaires.....	5
1.1.1 Ressources intérieures	5
1.1.2 Ressources extérieures	8
1.2 Ressources de trésorerie	9
II-EXECUTION DES DEPENSES	10
2.1 Analyse de l'exécution des dépenses par type	10
2.1.1 Dépenses budgétaires	11
2.1.2 Dépenses de trésorerie	15
2.2 Analyse des dépenses d'investissement au regard de la capacité d'absorption des services	16
2.3 Analyse des dépenses par grande fonction	16
2.4 Etat d'exécution des dépenses pro-pauvres	18
III- ANALYSE DES PAIEMENTS EFFECTUES.....	18
IV- EVOLUTION DES INDICATEURS BUDGETAIRES DU PROGRAMME ECONOMIQUE ET FINANCIER .	19
4.1 Plancher sur les dépenses pro-pauvres.....	19
4.2 Plancher sur les recettes fiscales	19
CONCLUSION	20

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Situation des ressources budgétaires de l'Etat à fin juin 2017	4
Tableau 2 : Situation des dépenses budgétaires par type à fin juin 2017.....	10
Tableau 4 : Etat d'exécution des dépenses globales par grande fonction à fin juin 2017.....	16
Tableau 5 : Etat d'exécution des dépenses pro-pauvres à fin juin 2017	18
Tableau 6 : Etat des paiements effectués par les comptables par nature de dépenses à fin juin 2017	18
Tableau 7 : Evolution des indicateurs budgétaires du programme économique et financier à fin juin 2017	19

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Etat de mobilisation des ressources à fin juin 2017	5
Graphique 2 : Etat d'exécution des dépenses à fin juin 2017.....	11
Graphique 3 : Exécution des dépenses du budget de l'Etat par grande fonction à fin juin 2017	17
Graphique 4 : Dépenses d'investissement par grande fonction à fin juin 2017	17

LISTES DES ANNEXES

Annexe 1 : Cadrage de l'exécution budgétaire à fin juin 2017	21
Annexe 2 : Evolution des recettes fiscales budgétaires à fin juin 2017	22
Annexe 3 : Situation des dépenses par secteur et par fonction à fin juin 2017	23
Annexe 4 : Etat détaillé des dépenses par secteur et par fonction à fin juin 2017	24
Annexe 5 : Situation des dépenses par Institution et Ministère à fin juin 2017.....	26
Annexe 6 : Situation d'exécution des dépenses d'investissement (hors dépenses de sécurité et d'élections) par Institution et Ministère à fin juin 2017.....	27
Annexe 7 : Situation d'exécution des dépenses sociales à fin juin 2017	28
Annexe 8 : Etat d'exécution des dépenses pro pauvres à fin juin 2017	29

INTRODUCTION

L'exécution du budget de l'Etat au deuxième trimestre de l'année 2017 s'est déroulée dans un environnement sociopolitique et économique relativement perturbé par les revendications militaires, qui ont été promptement contenues grâce aux mesures prises par le Gouvernement.

Au plan politique, la Côte d'Ivoire a conforté son positionnement diplomatique international, à travers son élection au Conseil de Sécurité des Nations Unies en qualité de membre non permanent.

Au niveau économique et budgétaire, l'impact de l'évolution des cours internationaux du cacao et des produits pétroliers sur les projections de recettes fiscales et la nécessité de prendre en compte les dispositions prises par le Gouvernement pour répondre aux revendications sociales, ont conduit à l'adoption, le 10 mai 2017 en Conseil des Ministres, d'un projet de loi de finances rectificative pour l'année 2017. Les modifications apportées se sont traduites par une baisse globale nette du budget de 53,8 milliards, ramenant son niveau de 6 501,4 milliards à 6 447,6 milliards.

Les effets de ces mesures ont toutefois été atténués par la réalisation d'une opération d'émission d'eurobonds en Euro et en Dollar sur le marché international, qui a enregistré un niveau de souscriptions largement supérieur à la demande exprimée par le Gouvernement. Le succès de cette opération confirme le maintien de la confiance des investisseurs internationaux, dans les performances économiques du pays et la rigueur dans la gestion des finances publiques.

L'objet de la présente Communication en Conseil des Ministres est de présenter l'état d'exécution du budget à fin juin 2017, à travers l'analyse des situations de mobilisation de ressources et d'exécution des dépenses. Elle fait également le point de la mise en œuvre des engagements budgétaires au titre du Programme Economique et Financier conclu avec le FMI.

I- MOBILISATION DE RESSOURCES

Les ressources mobilisées au premier semestre 2017 s'élèvent à 3 237,9 milliards pour un objectif de 3 308,2 milliards, soit un taux de réalisation de 97,9%. Ce niveau se décompose en 3 174,6 milliards de ressources budgétaires (98% des recettes totales) et 63,4 milliards de ressources de trésorerie.

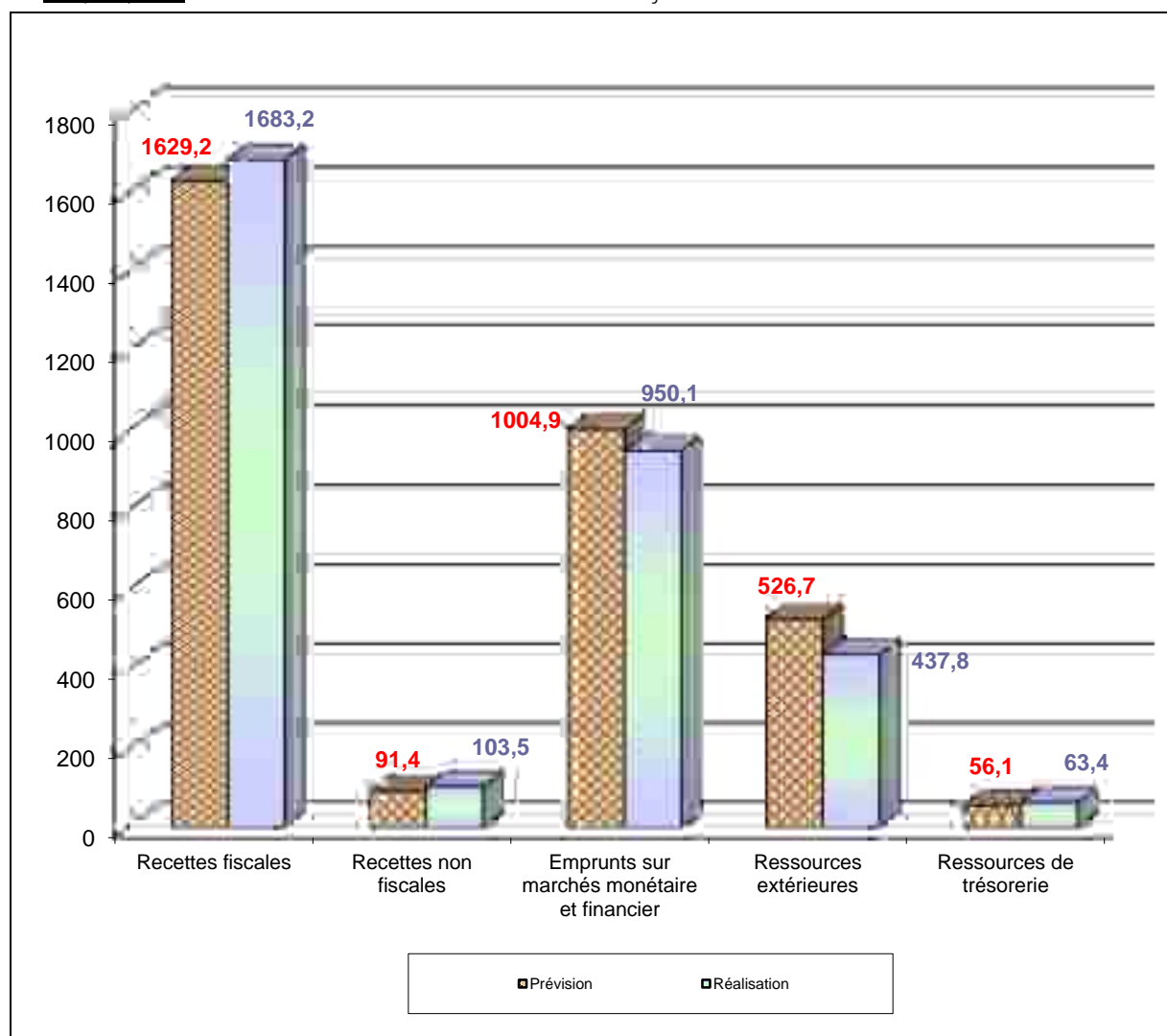
Tableau 1 : Situation des ressources budgétaires de l'Etat à fin juin 2017

(En milliards de francs CFA)

Nature des ressources	Fin juin 2016			Fin juin 2017			Taux de progression des réalisations de 2017 par rapport à 2016
	Objectif	Réalisation	Taux de réalisation	Objectif	Réalisation	Taux de réalisation	
Ressources budgétaires	2 360,2	2 618,2	110,9%	3 252,2	3 174,6	97,6%	21,3%
Ressources intérieures	2 028,0	2 291,5	113,0%	2 725,5	2 736,8	100,4%	19,4%
Recettes fiscales	1 488,4	1 593,0	107,0%	1 629,2	1 683,2	103,3%	5,7%
Recettes non fiscales	28,6	43,6	152,5%	91,4	103,5	113,2%	137,4%
Emissions titres publics	511,0	654,9	128,2%	1 004,9	950,1	94,5%	45,1%
Ressources extérieures	332,2	326,7	98,3%	526,7	437,8	83,1%	34,0%
Appuis budgétaires	0,0	73,8		154,6	126,1	81,5%	70,9%
<i>dont FMI</i>	0,0	0,0		80,8	52,3	64,7%	
<i>AFD (C2D)</i>	0,0	73,8		73,8	73,8	100,0%	0,0%
Financement extérieur	332,2	252,9	76,1%	372,0	311,7	83,8%	23,3%
<i>Dons-projets</i>	95,5	77,5	81,2%	78,2	50,2	64,2%	-35,2%
<i>Emprunts-projets</i>	236,7	175,4	74,1%	293,8	261,5	89,0%	49,1%
<i>Dons-programmes</i>	0,0	0,0		0,0	0,0		
Ressources de trésorerie	47,4	48,8	102,9%	56,1	63,4	113,0%	29,9%
Recettes de TVA affectées au remboursement de crédits de TVA	40,4	40,4	100,0%	46,4	46,4	100,0%	14,9%
TVA secteur électricité	6,9	8,3	120,0%	9,7	17,0	175,4%	104,8%
Total Ressources	2 407,5	2 666,9	110,8%	3 308,2	3 237,9	97,9%	21,4%

Sources : DGBF-DGI-DGD-DGTCP-DGE

Graphique 1 : Etat de mobilisation des ressources à fin juin 2017



Sources : DGBF-DGI-DGD-DGTC-P-DGE

1.1 Ressources budgétaires

Les ressources budgétaires se sont établies à 3 174,6 milliards pour une prévision de 3 252,2 milliards, soit un taux de réalisation de 97,6%. Ces réalisations sont constituées à 86,2% de ressources intérieures et 13,8% de ressources extérieures. Comparé aux réalisations relevées à la même période de l'année précédente, ces ressources ont progressé de 21,3%.

1.1.1 Ressources intérieures

Les ressources intérieures comprennent les recettes fiscales, les recettes non fiscales et les emprunts sur les marchés monétaire et financier. Elles ont été mobilisées à hauteur de 2 736,8 milliards contre un objectif de 2 725,5 milliards, soit un taux de mobilisation de 100,4%.

➤ Recettes fiscales

Les recettes fiscales constituent 61,5% des ressources intérieures. Elles ont été recouvrées à hauteur de 1 683,2 milliards contre un objectif de 1 629,2 milliards, soit un taux de réalisation de 103,3%.

Ce résultat est lié principalement au bon niveau de recouvrement de certains impôts et taxes tels que les taxes à l'exportation (DUS), les droits d'enregistrement café-cacao, les revenus du pétrole et du gaz, la taxe sur les produits pétroliers, la taxe sur le caoutchouc et l'impôt sur les revenus des capitaux mobiliers.

Les taxes à l'exportation (DUS) se sont établies à 301,5 milliards, avec un surplus de 42,2 milliards par rapport aux prévisions, du fait d'un volume excédentaire exporté de cacao de 103 885 tonnes par rapport aux projections (1 061 193 tonnes attendues contre 1 165 078 tonnes réalisées) et à un prix CAF moyen plus élevé que prévu (1738,37 francs/kg en réalisation contre une prévision moyenne de 1698,17 francs/kg).

Les droits d'enregistrement sur le café et le cacao s'élèvent à 79,8 milliards, soit un écart positif de 20,6 milliards par rapport à la prévision de 59,2 milliards, grâce à la perception de droits sur des contrats enregistrés avant l'entrée en vigueur de la mesure de suspension desdits droits pour la période allant d'avril à décembre 2017.

Les revenus du pétrole et du gaz se situent, pour leur part, à 44,7 milliards pour un résultat escompté de 33,5 milliards, dégageant ainsi un excédent de 11,2 milliards, en liaison avec une production de gaz plus importante que prévue (+4%).

Les taxes à l'importation sur les produits pétroliers s'élèvent, quant à elles, à 135,1 milliards pour un objectif de 124,8 milliards, soit un écart positif de 10,3 milliards qui s'explique par l'excédent de 68,62 millions de litres (+23,07 millions de litres de gasoil et +45,56 millions de litres de super carburant) relevé sur le volume de mise à la consommation de carburant routier ainsi que par une taxation favorable du gasoil (145,31 francs/litre en réalisation contre 140,97 francs/litres en objectif).

La taxe sur le caoutchouc a été collectée à hauteur de 4,3 milliards, en dépassement de 2,3 milliards par rapport à l'objectif. Ce résultat est lié à l'évolution plus favorable que prévue du prix du caoutchouc, qui demeure au-delà du seuil de 1000 FCFA/Kg.

L'impôt sur les revenus des capitaux mobiliers a été recouvré à hauteur de 34,4 milliards pour une prévision de 30,7 milliards. L'écart positif de 3,6 milliards dégagée est en lien avec la tenue plus tôt qu'attendue de certaines assemblées générales de sociétés à partir d'avril 2017, qui a permis de recouvrer des montants significatifs d'IRVM en mai et juin 2017.

Toutefois, l'effet de ces bons résultats a été atténué par les contre-performances enregistrées au niveau de la taxe sur les marchandises générales, de la taxe sur la valeur ajoutée, des impôts sur revenus et salaires, de la taxe sur les télécommunications et de l'impôt BIC hors pétrole.

Les taxes à l'importation sur les marchandises générales se sont établies à 351,3 milliards, affichant une contre-performance de 16,6 milliards, en relation avec un niveau plus bas que prévu des prix moyens (305,4 francs/kg en réalisation contre 342,7 francs/kg en projection) et des volumes de mise à la consommation en droit commun inférieurs aux projections (4 739,8 milliers de tonnes en réalisation contre 4 900,7 milliers de tonnes en projection).

La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en régime intérieur se chiffre à 173,6 milliards, avec un écart négatif de 6,9 milliards par rapport à l'objectif. Cet écart s'explique essentiellement par un niveau plus élevé que prévu des reversements au secteur de l'électricité qui sont déduits de la TVA collectée (17 milliards réalisés contre 9,7 prévus).

Les impôts sur revenus et salaires se sont situés à 218,8 milliards, affichant un gap négatif de 5,7 milliards, constaté au niveau du secteur privé où ces impôts sont négativement impactés par les facteurs ci-après :

- ✓ la défiscalisation d'une partie de la pension des retraités et les mesures sociales en faveur des personnes en situation de handicap : l'impact réel de ces mesures de l'annexe fiscale 2017 n'avait pas été évalué de façon suffisamment précise (2 milliards prévus contre 6 milliards d'impact à fin juin 2017) ;
- ✓ le report au 30 juin 2017 du dépôt des états annuels des salaires au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2016 : le dépôt de ces états, auparavant au 30 avril, était généralement suivi des déclarations de régularisation d'ITS en mai.

La taxe sur les télécommunications s'est établie à 22,5 milliards contre un objectif de 26,8 milliards, soit un écart négatif de 4,3 milliards, principalement dû à la fusion-absorption de Côte d'Ivoire Télécom par Orange Côte d'Ivoire. Cette opération a entraîné la non-taxation des transactions commerciales entre ces deux opérateurs (interconnexion, usage du réseau, divers autres services).

L'impôt BIC hors pétrole et gaz est ressorti à 182,9 milliards, en deçà de l'objectif fixé à 186,5 milliards. La contre-performance de 3,6 milliards s'explique notamment par l'impact des exonérations non suffisamment pris en compte et qui connaît une forte croissance de 82,9% (21,6 milliards à fin juin 2017 contre 11,8 milliards à fin juin 2016).

➤ Recettes non fiscales

Les recettes non fiscales ont été recouvrées à hauteur de 103,5 milliards contre 91,4 milliards prévus, soit un excédent de 12,1 milliards, en liaison principalement avec les produits de privatisation et vente d'actifs (16,1 milliards réalisés contre une prévision de 5 milliards) qui étaient attendus, pour une bonne part, au dernier trimestre 2017.

Ce niveau de réalisation comprend :

- ✓ la redevance de licence globale de télécommunications : 65 milliards, en ligne avec les prévisions ;
- ✓ les produits de privatisation et vente d'actifs : 16,1 milliards dont 10,4 milliards de NSIA Banque et 5,5 milliards de la CIDT, contre 5 milliards prévus ;
- ✓ les revenus du domaine : 12,8 milliards contre une prévision de 12,1 milliards ;
- ✓ les versements des entreprises : 0,5 milliard contre une prévision de 0,4 milliard ;
- ✓ les recettes des services : 7,4 milliards contre 6,4 milliards prévus ;

- ✓ les dividendes : 1,7 milliard non initialement attendu à fin juin 2017, dont 0,755 milliard de SOCOPRIM et 0,765 milliard de NSIA Banque.

➤ Emissions de titres d'Etat

Les mobilisations de l'Etat sur les marchés monétaire et financier s'élèvent à 950,1 milliards contre 1 004,9 milliards prévus, soit un écart négatif de 54,8 milliards. Ce niveau de mobilisation comprend 71,1 milliards au titre de bons du Trésor, 137,1 milliards d'emprunts obligataires, 29,0 milliards d'obligations assimilables du Trésor et 712,9 milliards issus de l'émission de l'Eurobond.

1.1.2 Ressources extérieures

Les ressources extérieures ont été mobilisées à hauteur de 437,8 milliards pour un objectif de 526,7 milliards, soit un gap de 88,9 milliards. Ces ressources comprennent les tirages sur les emprunts-projets, les dons-projets et les appuis budgétaires.

Les tirages sur les emprunts-projets s'élèvent à 261,5 milliards contre 293,8 milliards prévus, soit un taux d'exécution de 89%. Ils sont issus principalement des bailleurs suivants :

- ✓ Eximbank Chine : 183,4 milliards pour le financement :
 - du projet de développement et de réhabilitation du réseau électrique en Côte d'Ivoire (172,9 milliards) ;
 - du projet d'interconnexion des réseaux électriques Côte d'Ivoire-Mali (9,4 milliards) ;
 - du projet d'aménagement du barrage hydro-électrique de Soubré (1,2 milliard).
- ✓ Banque Islamique de Développement : 20 milliards au titre principalement :
 - de l'aménagement de l'autoroute Yamoussoukro-Bouaké (10,9 milliards) ;
 - du Programme National de Développement Communautaire (1,8 milliard) ;
 - de l'aménagement de la route Boundiali – Odienné – Frontière Guinée (1,8 milliard) ;
 - de l'aménagement de la route Boundiali-Tengréla- Mali (1,7 milliard) ;
 - de l'approvisionnement en eau potable des villes de Bouna et de Bondoukou (1,4 milliard) ;
 - du projet de production et de traitement des semences certifiées de riz en Côte d'Ivoire (1,3 milliard).
- ✓ Banque Mondiale : 11,1 milliards principalement pour le projet de renforcement de l'alimentation en eau potable en milieu urbain.
- ✓ Banque Africaine de Développement : 9,4 milliards dans le cadre du projet d'appui au pôle agro-industriel du bélier (8 milliards) et du programme d'aménagement des routes et de facilitation du transport au sein de l'Union du Fleuve Mano (1,4 milliard) ;

- ✓ Fonds Africain de Développement- Banque Africaine de Développement : 6,3 milliards pour l'aménagement de la route corridor Bamako - Kani – Boundiali - San Pédro.

Les dons-projets ont été exécutés à hauteur de 50,2 milliards contre un objectif de 78,2 milliards, soit un taux de réalisation de 60,3%. Les tirages sur dons projets proviennent principalement des bailleurs ci-après :

- ✓ Banque Mondiale : 33,1 milliards pour financer essentiellement le projet de renaissance des infrastructures de Côte d'Ivoire ;
- ✓ Fonds International pour le Développement de l'Agriculture : 5,1 milliards au titre de l'appui à la production et à la commercialisation-extension ;
- ✓ Fonds Africain de Développement : 3 milliards pour le programme d'appui au renforcement de la compétitivité du secteur industriel ;
- ✓ GTZ : 2,9 milliards destinés essentiellement à la promotion des filières agricoles et de la biodiversité ;
- ✓ Union Européenne : 1,3 milliard principalement consacré au projet hydraulique et assainissement pour le millénaire.

Quant aux appuis budgétaires, ils ont été collectés à hauteur de 126,1 milliards pour une prévision de 154,6 milliards. Ces appuis sont constitués, d'une part, de 73,8 milliards provenant de l'Agence Française de Développement dans le cadre du C2D, en ligne avec les objectifs et, d'autre part, de 53,2 milliards du Fond Monétaire International dont le Conseil d'Administration a approuvé le 19 juin 2017 un décaissement global de 83,2 milliards (133,8 millions de dollars) en faveur de la Côte d'Ivoire, contre 80,8 milliards initialement attendus à fin juin 2017. Le reliquat du tirage n'a pas été encaissé avant fin juin 2017, date d'arrêté des données pour la présente communication.

1.2 Ressources de trésorerie

En plus des ressources budgétaires recouvrées, 63,4 milliards ont été enregistrés au titre des recettes de trésorerie. Elles comprennent :

- ✓ 46,4 milliards de remboursement de crédits de TVA ;
- ✓ 17 milliards de recettes de TVA affectées au secteur de l'électricité.

II-EXECUTION DES DEPENSES

2.1 Analyse de l'exécution des dépenses par type

Les dépenses exécutées à fin juin 2017 se situent à 2 698,1 milliards pour une prévision de 2 936,7 milliards, soit un taux d'exécution de 91,9%.

Ces dépenses comprennent 2 639,6 milliards de dépenses budgétaires (97,8% des dépenses totales) et 58,5 milliards de dépenses de trésorerie (2,2%).

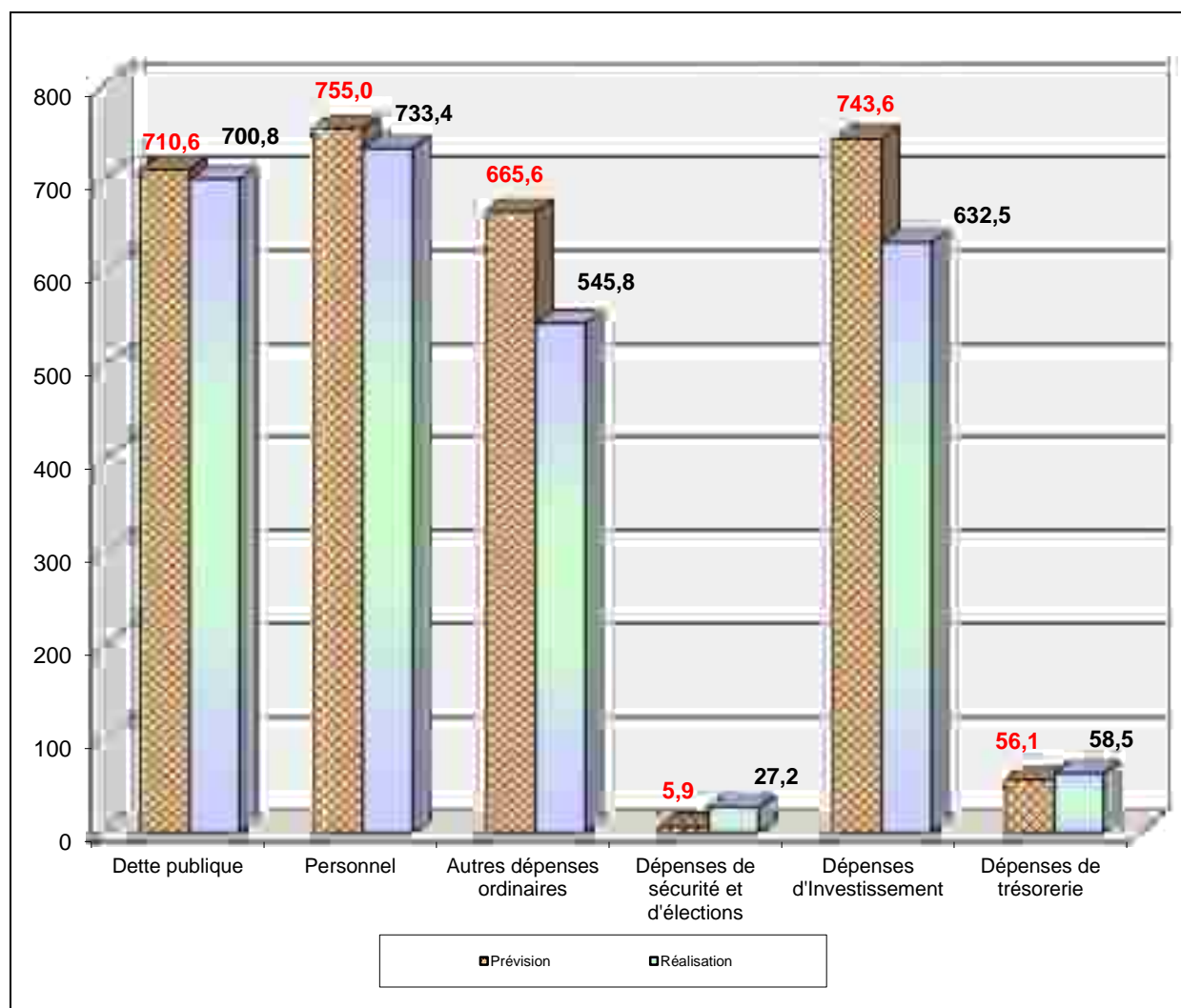
Tableau 2 : Situation des dépenses budgétaires par type à fin juin 2017

(En milliards de francs CFA)

Nature des dépenses	Fin juin 2016			Fin juin 2017		
	Objectif du programme	Réalisation	Taux de réalisation	Objectif du programme	Réalisation	Taux de réalisation
Dépenses budgétaires	2 555,6	2 442,0	95,6%	2 880,7	2 639,6	91,6%
Dette publique	566,4	563,3	99,4%	710,6	700,8	98,6%
Dette intérieure	325,6	320,0	98,3%	438,3	443,1	101,1%
Dette extérieure	240,8	243,3	101,0%	272,3	257,7	94,6%
Dépenses ordinaires	1 132,7	1 112,1	98,2%	1 420,6	1 279,2	90,0%
Personnel	716,6	691,5	96,5%	755,0	733,4	97,1%
Abonnement	34,9	34,0	97,5%	45,3	25,7	56,7%
Subventions et transferts	164,9	171,4	103,9%	185,4	183,6	99,0%
Autres dépenses de fonctionnement	216,3	215,2	99,5%	434,9	336,4	77,4%
Dépenses de sécurité et d'élections	14,5	62,1	428,0%	5,9	27,2	461,0%
Dépenses financées sur ressources intérieures	14,5	62,1	428,0%	5,9	27,2	461,0%
Dépenses financées par les Bailleurs	0,0	0,0		0,0	0,0	
Dépenses d'investissement	841,9	704,4	83,7%	743,6	632,5	85,1%
Investissements financés sur ressources intérieures	509,7	451,6	88,6%	371,6	320,8	86,3%
Investissements financés par emprunts et dons	332,2	252,9	76,1%	372,0	311,7	83,8%
Dépenses de trésorerie	47,4	48,8	102,9%	56,1	58,5	104,3%
Remboursement de crédits de TVA	40,4	40,4	100,0%	46,4	46,4	100,0%
Reversement de TVA au secteur électricité	6,9	8,3	120,0%	9,7	12,1	124,6%
TOTAL DEPENSES	2 603,0	2 490,7	95,7%	2 936,7	2 698,1	91,9%

Sources : DGBF-DGTCP

Graphique 2 : Etat d'exécution des dépenses à fin juin 2017



Sources : DGBF-DGTCP

2.1.1 Dépenses budgétaires

Les dépenses budgétaires à fin juin 2017 se chiffrent à 2 639,6 milliards pour une prévision de 2 880,7 milliards, soit un taux d'exécution de 91,6%.

➤ Service de la dette publique

Le service de la dette publique a été exécuté à hauteur 700,8 milliards contre 710,6 milliards prévus, soit une sous-consommation de 9,8 milliards. Il se répartit entre la dette intérieure (443,1 milliards) et la dette extérieure (257,7 milliards).

La dette intérieure a été exécutée à hauteur de 443,1 milliards contre un objectif de 438,3 milliards.

Elle est composée principalement des obligations du Trésor (175,5 milliards), des remboursements au titre des bons du Trésor (106,8 milliards), des emprunts obligataires (58,5 milliards), du SUKUK (26,6 milliards), de la dette auprès de la BCEAO (18,6 milliards), de la dette auprès de la BACI (13,8 milliards), de la dette titrisée de la BIAO (9,7 milliards), de la dette de la SITEL (7,9 milliards), de la dette de la SGBCI (6,2 milliards), de la dette de la SIB concernant les logements sociaux (5,4 milliards) et de la dette de la BNI (4,8 milliards).

Quant au service de la dette extérieure, il a été réglé à hauteur de 257,7 milliards pour une prévision de 272,3 milliards soit une économie de 14,6 milliards qui s'explique essentiellement par les échéances des Eurobonds 2024 et 2032. Celles-ci ont fait l'objet de rachat dans le cadre de l'émission d'Eurobonds 2017.

Le service de la dette extérieure a porté principalement sur le Club de Paris (97,2 milliards), les intérêts des Eurobonds (83,7 milliards), les échéances du FMI (29,3 milliards) et le remboursement des autres créanciers tels que la Chine et l'Inde (13 milliards). Le service de la dette extérieure a également concerné les échéances de la BOAD (3,3 milliards), de la Banque Mondiale (2,1 milliards), de la BID (7,1 milliards) et de HUAWEI Technologies (2,7 milliards).

➤ Dépenses de personnel

Les charges de personnel ont été exécutées à fin juin 2017 à 733,4 milliards pour une prévision de 755 milliards, soit une sous-consommation de 21,6 milliards, essentiellement en lien avec le retard noté dans l'acheminement des dossiers de premiers mandatements des agents nouvellement recrutés.

Les dépenses de personnel exécutées comprennent :

- ✓ les salaires des fonctionnaires (517,2 milliards) ;
- ✓ la solde de la police (37,6 milliards) ;
- ✓ la solde des militaires (76,2 milliards) ;
- ✓ les subventions d'équilibre-personnel accordées aux EPN et autres organismes (64,1 milliards) ;
- ✓ le salaire du personnel des institutions (21,2 milliards) ;
- ✓ les subventions aux charges salariales des collectivités décentralisées (3,1 milliards) ;
- ✓ la rémunération du personnel local des ambassades, attachés de défense et autres dépenses de personnel (14 milliards).

➤ Dépenses d'abonnement

Les dépenses d'abonnement se situent à 25,7 milliards contre 45,3 milliards prévus. Elles se décomposent en consommations d'électricité (22,7 milliards), de téléphone (1,8 milliard) et d'eau (1,2 milliard). L'écart de 19,5 milliards enregistré s'explique par le retard relevé dans la transmission des factures.

➤ Subventions et transferts

Les subventions et transferts s'élèvent à 183,6 milliards contre 185,4 milliards initialement prévus, soit un gap de 1,7 milliard, en raison du réaménagement budgétaire intervenu en début d'année. Ce niveau d'exécution recouvre principalement :

- ✓ les subventions aux Etablissements Publics Nationaux (45,4 milliards) ;
- ✓ les subventions aux écoles privées (50,6 milliards) ;
- ✓ la subvention au secteur de l'électricité (8,1 milliards) ;

- ✓ les transferts aux ambassades et représentations de la Côte d'Ivoire à l'étranger (5 milliards) ;
- ✓ les bourses et kits scolaires (23,6 milliards) ;
- ✓ les transferts aux collectivités et districts (9 milliards).

➤ Autres dépenses de fonctionnement

Les autres dépenses de fonctionnement ont été exécutées à hauteur de 336,4 milliards contre une prévision de 434,9 milliards du fait, notamment, des difficultés enregistrées en début d'année et du réaménagement budgétaire intervenu. Elles concernent les charges de fonctionnement des services (330,2 milliards), les dépenses sociales ciblées (0,5 milliard) et le carburant armée (5,7 milliards).

➤ Dépenses de sécurité et d'élections

Les dépenses relatives à la sécurité et aux élections ont été réalisées à hauteur de 27,2 milliards contre un objectif de 5,9 milliards. Elles couvrent principalement les dépenses effectuées dans le cadre des activités du Conseil National de Sécurité.

➤ Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement (hors dépenses de sécurité et élections) ont été exécutées à hauteur de 632,5 milliards pour une prévision de 743,6 milliards, soit un taux d'exécution de 85,1%. Ces dépenses ont été financées à 50,7% sur les ressources intérieures et à 49,3% par les ressources extérieures.

Au titre du financement intérieur, les dépenses exécutées se situent à 320,8 milliards contre un objectif de 371,6 milliards, soit un taux d'exécution de 86,3%, en lien avec le réaménagement budgétaire. La sous-consommation de 50,8 milliards est liée au retard enregistré dans l'exécution budgétaire d'importants projets tels que l'aménagement de la route Guitry-Divo (prévu pour 14,5 milliards), le bitumage de l'axe Ferké-Kong (attendu à 5,1 milliards), le programme de construction de collèges et lycées (4,9 milliards prévus) et le programme de mise à niveau des établissements sanitaires dans le cadre du CMU (4,4 milliards prévus). Cette sous-consommation est également liée au faible niveau d'exécution des crédits consacrés à la Couverture Maladie Universelle (1 milliard contre 8,4 milliards attendus), à la restructuration des banques (0,2 milliard contre 5 milliards attendus) et au programme d'urgence sécurité (0,1 milliard contre 4,4 milliards attendus).

Le niveau d'exécution des dépenses d'investissement sur ressources intérieures recouvre le programme d'investissement routier, financé à travers le FER (50,3 milliards), les projets financés dans le cadre du C2D (27,8 milliards), la construction des infrastructures pour les jeux de la francophonie (27 milliards) et le projet renaissance des infrastructures de Côte d'Ivoire (20 milliards). Il intègre également le projet d'aménagement de la baie de Cocody (10,5 milliards), l'appui aux projets-jeunes (9,4 milliards), la construction du barrage hydro-électrique de Soubré (7,8 milliards) ainsi que le projet de développement, de réhabilitation du réseau électrique en Côte d'Ivoire (7,6 milliards) et le programme d'appui au foncier rural (7,6 milliards).

Ces dépenses d'investissement sur ressources intérieures intègrent également la souscription au capital d'organismes nationaux et internationaux (6,1 milliards), l'appui à

l'initiative "indépendance vaccinale" (4,2 milliards), la construction du stade Olympique d'Ebimpé (4 milliards), la construction de l'université de Bondoukou (3,7 milliards). Sont aussi concernés, la construction de l'université de San-Pedro (3,5 milliards), la création des infrastructures sportives de la CAN 2021 (3,3 milliards), l'alimentation en eau potable de Korhogo (3,3 milliards) et l'aménagement de la route Boundiali-Tengréla-Mali (2,6 milliards). Il convient également de mentionner l'aménagement de la route Boundiali-Odienné-Frontière Guinée (2,5 milliards), les travaux d'urgence de renforcement du réseau routier (2,3 milliards) et le programme national d'électrification rurale (2,2 milliards).

Les projets d'investissement sur ressources extérieures ont été exécutés à hauteur de 311,7 milliards pour un objectif de 372 milliards, soit un taux d'exécution de 83,8%. Ces dépenses comprennent 261,5 milliards d'emprunts-projets et 50,2 milliards de dons-projets.

Les emprunts-projets enregistrent un taux d'exécution de 89% par rapport à une prévision de 293,8 milliards. Ce résultat est lié au retard noté dans l'exécution de certains projets notamment :

- ✓ les travaux d'aménagement de voirie d'Abidjan (24,1 milliards) ;
- ✓ la construction du 5^{ème} pont Yopougon-Attécoubé (34,1 milliards) ;
- ✓ le projet de renforcement des réseaux de transport et de distribution (19,5 milliards) ;
- ✓ le projet de construction du Centre National d'Oncologie et de Radiothérapie (8 milliards prévus) ;
- ✓ la construction d'ouvrages métalliques (7 milliards prévus) ;
- ✓ le projet ENERGOS 1 (6,8 milliards prévus) ;
- ✓ l'alimentation en eau potable des régions de Gôh et de la Marahoué (5,4 milliards prévus) ;
- ✓ le projet d'aménagement de la route Toulepleu-Zouan-Hounien (4,3 milliards prévus) ;
- ✓ l'alimentation en eau potable de la ville d'Abengourou et des localités environnantes (3,9 milliards prévus) ;
- ✓ la construction du stade Olympique d'Ebimpé (3,7 milliards prévus).

Le niveau d'exécution des dépenses sur emprunts-projets recouvre les dépenses effectuées dans le cadre du projet de développement et de réhabilitation du réseau électrique de Côte d'Ivoire (172,9 milliards), du projet de renforcement de l'alimentation en eau potable en milieu urbain (11,1 milliards), de l'aménagement de l'autoroute Yamoussoukro-Bouaké (10,9 milliards) et du projet d'interconnexion des réseaux électriques entre la Côte d'Ivoire et le Mali (9,4 milliards). Il concerne également le projet d'appui à l'édification du pôle agro-industriel du bélier (8 milliards), du projet d'aménagement de la route Bamako-Kani-Boundiali-San Pedro (6,3 milliards), du projet d'appui à la modernisation du secteur transport et la facilitation du commerce Abidjan-Ouaga (5 milliards) et du projet d'aménagement de la zone franche technologique de Grand Bassam (4,5 milliards).

Il intègre également l'aménagement de la route Bouna-Doropo-Frontière Burkina (2,8 milliards), l'aménagement de l'axe Adzopé-Yakassé-Attobrou (1,9 milliard), la mise en place du Centre d'Excellence Africain-mines et environnement à l'INPHB (1,8 milliard) et l'exécution du programme national de développement communautaire (1,8 milliard). Les dépenses sur emprunts-projets portent en outre sur l'aménagement de la route Boundiali-Odienné - Frontière Guinée (1,8 milliard), l'aménagement de la route Boundiali - Tengréla - Mali (1,7 milliard), le projet d'appui à la production et à la commercialisation (1,5 milliard) ainsi que le renforcement de l'approvisionnement en eau potable de la ville de Tafiré et localités environnantes (1,5 milliard).

Les dons-projets s'élèvent à 50,2 milliards contre 78,2 milliards prévus, soit un taux d'exécution de 64,2%. Ce niveau d'exécution porte principalement sur les dépenses réalisées au titre :

- ✓ du projet de renaissance des infrastructures de Côte d'Ivoire (33 milliards);
- ✓ du projet d'appui à la production et la commercialisation-extension (5,1 milliards) portant sur l'amélioration des cultures maraîchères et du riz ;
- ✓ du programme d'appui au renforcement de la compétitivité du secteur industriel (3 milliards);
- ✓ de la promotion des filières agricoles et de la biodiversité (2,9 milliards) ;
- ✓ de la promotion du riz local (1,2 milliard).

La sous-consommation de 28 milliards est principalement liée au retard relevé dans l'exécution budgétaire du Plan-cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement de la Côte d'Ivoire (UNDAF), du programme de prise en charge des personnes vivant avec le VIH/SIDA et la construction du stade Olympique d'Ebimpé.

2.1.2 Dépenses de trésorerie

Les dépenses de trésorerie ressortent à 58,5 milliards. Elles concernent le remboursement des crédits de TVA (46,4 milliards) et le reversement de recettes de TVA affectées au secteur de l'électricité (12,1 milliards).

2.2 Analyse des dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement (hors dépenses relatives à la sécurité et aux élections) se chiffrent à 632,5 milliards à fin juin 2017, correspondant à un taux d'exécution de 33,3% par rapport aux dotations budgétaires annuelles (contre 38,2% à fin juin 2016). Le niveau relativement faible de ce taux est principalement lié au retard dans l'exécution d'importants projets tels que la construction du 5^{ème} pont Yopougon-Attécoubé, les travaux d'aménagement de la voirie d'Abidjan et le projet de renforcement des réseaux de transport et de distribution. Il peut également être mentionné l'aménagement de la Route Guitry-Divo ainsi que la construction du Centre National d'Oncologie et de Radiothérapie.

La capacité d'absorption par Institution et Ministère est jointe en annexe.

2.3 Analyse des dépenses par grande fonction

Les dépenses du budget de l'Etat exécutées à fin juin 2017 se répartissent selon les fonctions principales comme suit :

Tableau 4 : Etat d'exécution des dépenses globales par grande fonction à fin juin 2017

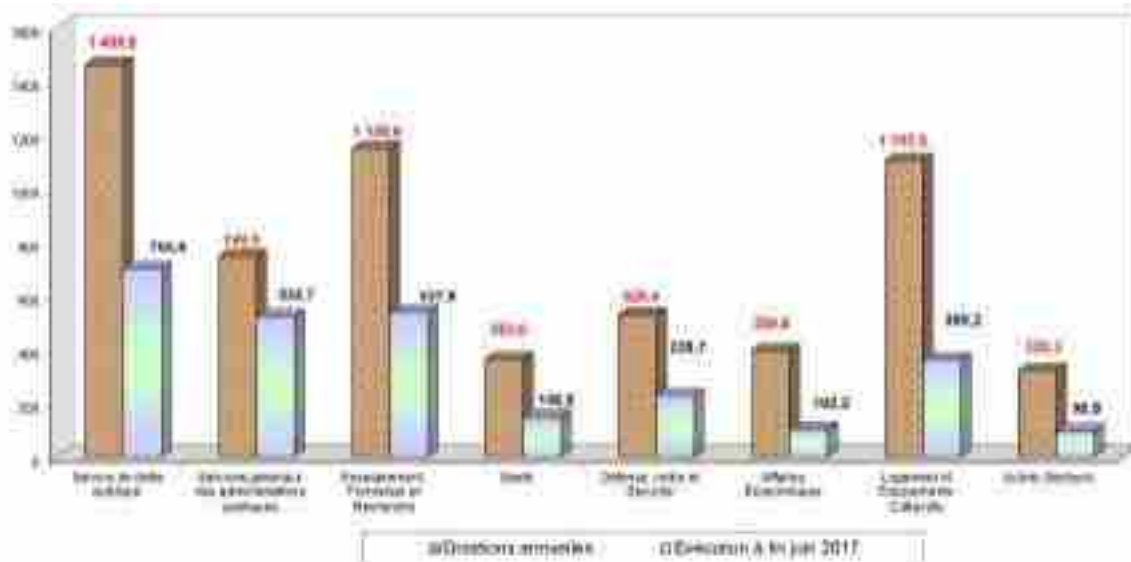
(En milliards de F CFA)

Grandes fonctions	Budget voté (Hors comptes spéciaux) (1)	Budget actuel (2)	Exécution à fin juin 2017				Proportion	Taux d'exécution (4)=(3)/(2)
			SIGFIP	Avances de trésorerie	Opérations de trésorerie	TOTAL dépenses (3)		
Service de dette publique	1418,8	1459,8	700,8			700,8	26,0%	48,0%
Services généraux des administrations publiques	728,6	745,5	318,5	145,8	58,5	522,7	19,4%	70,1%
<i>dont Institutions</i>	<i>147,1</i>	<i>172,0</i>	<i>73,5</i>	<i>122,8</i>		<i>196,3</i>	<i>7,3%</i>	<i>114,1%</i>
<i>-Services Economiques et Financiers</i>	<i>232,0</i>	<i>226,4</i>	<i>114,6</i>			<i>114,6</i>	<i>4,2%</i>	<i>50,6%</i>
<i>-Autres Services Généraux</i>	<i>205,7</i>	<i>205,8</i>	<i>69,8</i>	<i>0,0</i>		<i>69,8</i>	<i>2,6%</i>	<i>33,9%</i>
Enseignement, Formation et Recherche	1199,0	1149,6	536,4	1,4		537,8	19,9%	46,8%
Santé	371,0	363,0	147,6	1,2		148,8	5,5%	41,0%
Affaires Économiques	385,0	394,6	97,8	4,5		102,2	3,8%	25,9%
Défense, ordre et sécurité	512,0	528,4	183,0	45,7		228,7	8,5%	43,3%
Logement et Equipements Collectifs	1140,1	1102,5	359,8	0,4		360,2	13,3%	32,7%
Autres Secteurs (Protection de l'environnement, Loisirs, Culture et Culte, Protection Sociale)	324,2	320,3	90,8	6,1		96,9	3,6%	30,3%
TOTAL GENERAL	6078,7	6063,7	2434,6	205,0	58,5	2698,1	100,0%	44,5%

Sources : -DGBF-DGTCP

(*) : Ces montants n'intègrent pas les dépenses sur recettes affectées (hors FER et FIMR)

Graphique 3 : Exécution des dépenses du budget de l'Etat par grande fonction à fin juin 2017

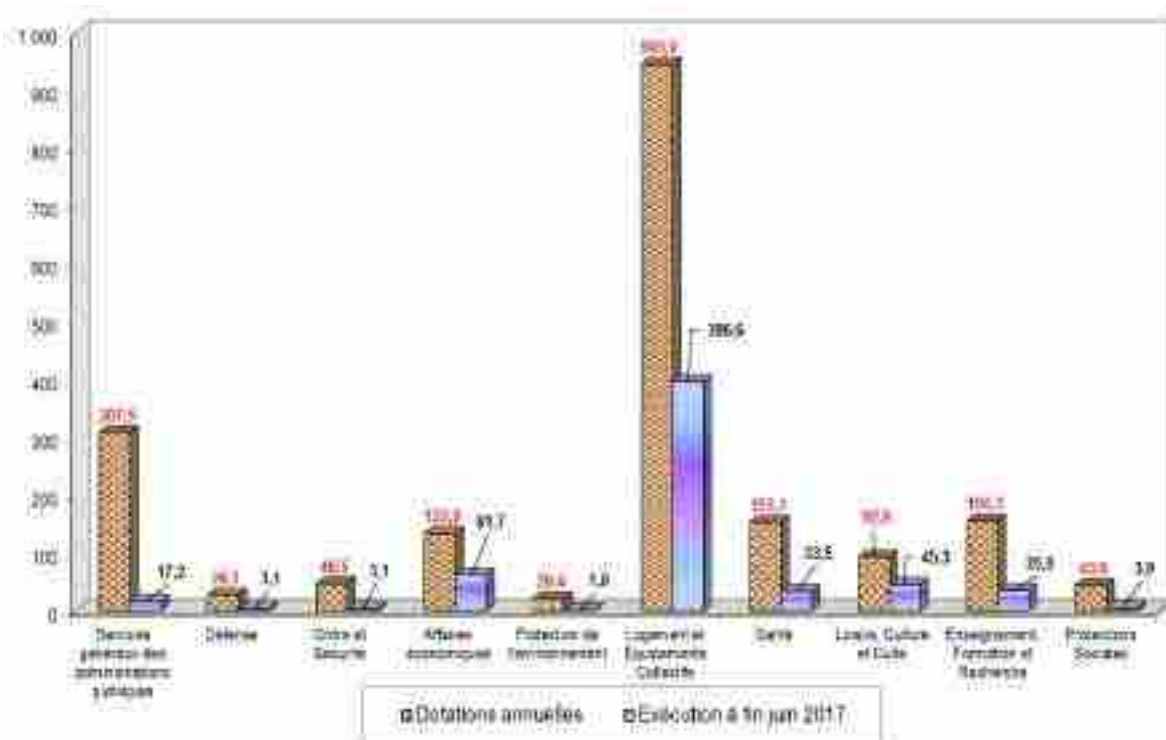


Sources : DGBF-DGTCP

De façon spécifique, les dépenses d'investissement y compris les dépenses de sécurité, s'établissent globalement à 632,5 milliards pour 1 924,7 milliards de dotations annuelles. Elles portent notamment sur les logements et équipements collectifs (428,8 milliards), les affaires économiques (61,7 milliards), l'enseignement, la formation et la recherche (35,0 milliards).

Le graphique ci-dessous présente la répartition des dépenses d'investissement par grande fonction.

Graphique 4 : Dépenses d'investissement par grande fonction à fin juin 2017



Sources : DGBF-DGTCP

2.4 Etat d'exécution des dépenses pro-pauvres

Dans le cadre de sa politique de lutte contre la pauvreté et de réduction des disparités sociales, le Gouvernement s'est orienté vers une croissance économique plus inclusive en accordant une attention particulière aux dépenses favorisant l'amélioration des conditions de vie et du bien-être des populations les plus défavorisées. A ce titre, les dépenses pro-pauvres se sont élevées à fin juin 2017 à 945,3 milliards pour un objectif plancher de 941,4 milliards, soit un taux d'exécution de 100,4%.

Tableau 5 : Etat d'exécution des dépenses pro-pauvres à fin juin 2017

(En milliards FCFA)

DOMAINES	2016	2017		
	Réalisation à juin	Budget	Objectif à fin juin	Réalisation à fin juin
01 Agriculture et développement rural	55,5	73,3	38,1	62,2
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	3,3	11,9	5,4	3,4
03 Education	527,2	1111,7	535,4	530,1
04 Santé	172,5	379,7	170,2	145,1
05 Eau et Assainissement	35,7	80,3	31,1	28,6
06 Energie	16,1	74,8	32,8	13,5
07 Routes et ouvrages d'art	66,4	215,0	77,4	125,8
08 Affaires Sociales	13,4	36,3	16,9	8,3
09 Décentralisation	25,0	63,3	25,5	25,6
10 Reconstructions et réhabilitations	0,0	12,8	4,4	0,8
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	5,3	10,8	4,3	1,9
TOTAL	920,5	2 070,1	941,4	945,3

Source : DGBF-DGTCP

III- ANALYSE DES PAIEMENTS EFFECTUES

Les paiements effectués à fin juin 2017 sont résumés dans le tableau 6 ci-après.

Tableau 6 : Etat des paiements effectués par les comptables par nature de dépenses à fin juin 2017

(En milliards F CFA)

	Budget actuel	Exécution	Mise en règlement	Avances	Trésorerie	Paiements (*)
Dettes Publiques	1 459,8	700,8	700,8	0,0	0,0	700,8
Dettes intérieure	884,2	443,1	443,1	0,0	0,0	443,1
Dettes extérieure	575,5	257,7	257,7	0,0	0,0	257,7
Dépenses Ordinaires	2 687,3	1 101,4	1 120,1	201,9	58,5	1380,5
Personnel	1 428,9	733,4	733,4	0,0	0,0	733,4
Subventions et transferts	373,8	183,6	162,9	11,5	0,0	174,4
Autre dépenses ordinaires	884,6	207,9	224,7	190,4	58,5	473,6
Dépenses d'Investissement	1 797,6	632,5	461,9	3,2	0,0	465,1
Comptes spéciaux du trésor	119,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL GENERAL	6 063,7	2 434,6	2 282,7	205,0	58,5	2546,2

(*) Les paiements correspondent ici aux mandats mis en règlement au Trésor et les autres opérations de trésorerie.

(**) : Ces montants n'intègrent pas les dépenses sur recettes affectées (hors FER et FIMR)

Sources : DGBF-DGTCP

IV- EVOLUTION DES INDICATEURS BUDGETAIRES DU PROGRAMME ECONOMIQUE ET FINANCIER

Le tableau ci-dessous présente les principaux indicateurs budgétaires du programme économique et financier.

Tableau 7 : Evolution des indicateurs budgétaires du programme économique et financier à fin juin 2017

(En milliards de FCFA)

Repères indicatifs	Fin juin 2017	
	Objectif	Réalisation
Plancher sur les dépenses pro-pauvres	941,4	945,3
Plancher sur les recettes fiscales TOFE ¹	876,6	889,1

Source : DGBF

4.1 Plancher sur les dépenses pro-pauvres

A fin juin 2017, le niveau des dépenses pro-pauvres est estimé à 945,3 milliards pour un objectif de 941,4 milliards, soit un dépassement d'objectif de 3,9 milliards.

4.2 Plancher sur les recettes fiscales

Les recettes fiscales TOFE à fin juin 2017 se chiffrent à 889,1 milliards contre un niveau attendu de 876,6 milliards, soit un écart positif de 12,5 milliards.

¹ Les recettes fiscales TOFE incluent, en plus des recettes fiscales budgétaires, des recettes affectées à des opérations spécifiques définies par la loi des finances.

CONCLUSION

L'exécution du budget au terme du premier semestre 2017 s'est traduite par une mobilisation des recettes fiscales en ligne avec les objectifs fixés et un niveau des dépenses en deçà des prévisions.

Les difficultés relevées en début d'année et le besoin subséquent d'un collectif budgétaire ont eu un impact négatif sur le rythme d'exécution des dépenses, notamment celles relatives au fonctionnement des services et aux investissements. Dans ce contexte, la mobilisation des ressources extérieures est ressortie moins forte que prévue. Il résulte de ces facteurs, que les soldes budgétaires à fin juin 2017 devraient ressortir en ligne avec les objectifs du programme économique et financier, dont l'évaluation interviendra en septembre 2017.

Les efforts de mobilisation des ressources se poursuivront, tout en favorisant la mise en œuvre des dépenses d'investissement, dans le respect des prévisions budgétaires pour d'une part, améliorer les taux d'exécution, et d'autre part, garantir l'atteinte des objectifs de soldes à fin décembre 2017.

Telle est l'économie de la présente communication relative à l'exécution budgétaire au premier semestre, soumise à l'adoption du Conseil des Ministres.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

Adama KONE

LE SECRETAIRE D'ETAT AUPRES DU
PREMIER MINISTRE, CHARGE DU
BUDGET ET DU PORTEFEUILLE DE
L'ETAT

Moussa SANOGO

ANNEXE 1 : CADRAGE BUDGETAIRE (Etat de réalisation à fin juin 2017)

(En milliards de FCFA)

LIBELLE	Budget initial (hors comptes spéciaux)	Fin juin		LIBELLE	Budget initial (hors comptes spéciaux)	Fin juin	
		Objectif	Réalisation			Objectif	Réalisation
RESSOURCES BUDGETAIRES	6 078,7	3 252,2	3 174,6	DEPENSES BUDGETAIRES	6 078,7	2 880,7	2 639,6
Ressources intérieures	4 825,9	2 725,5	2 736,8	Dettes publiques	1 418,8	710,6	700,8
Recettes fiscales	3 449,6	1 629,2	1 683,2	Dettes intérieures	849,6	438,3	443,1
DGI	1 827,3	872,8	891,9	<i>Principale</i>	618,3	317,4	330,1
<i>dont FER</i>	74,1		8,4	<i>Intérêts</i>	231,3	121,0	113,1
TRESOR	8,5	4,5	3,5	Dettes extérieures	569,2	272,3	257,7
DGD (Hors PCC, PCS et SGS)	1 613,8	751,9	787,9	<i>Principale</i>	359,3	177,9	166,2
<i>dont FER</i>	30,0	62,8	41,3	<i>Intérêts</i>	209,9	94,3	91,5
Recettes non fiscales	149,2	91,4	103,5	Dépenses ordinaires	2 606,8	1 420,6	1 279,2
Privatisation et vente d'actifs	9,6	5,0	16,1	Personnel	1 508,1	755,0	733,4
Transfert des entreprises	5,0	0,4	0,5	Abonnement	90,6	45,3	25,7
Revenus du domaine DGI	35,7	12,1	12,8	Subventions et transferts	377,7	185,4	183,6
Licences de télécommunication	65,0	65,0	65,0	<i>dont subvention au secteur électricité</i>	0,0	0,0	13,3
Intégration ressources additionnelles C2D	0,0	0,0	0,0	Autres dépenses de fonctionnement	630,4	434,9	336,4
Fonds d'investissement en milieu rural	14,5	0,0	0,0	<i>dépenses sociales ciblées</i>	8,8	4,0	0,5
Autres recettes non fiscales	19,3	8,9	9,1	<i>Charges de fonctionnement des services</i>	621,6	424,0	330,2
Emprunts sur marchés monétaire et financier	1 227,1	1 004,9	950,1	Dépenses de sécurité et d'élections	14,5	5,9	27,2
Emprunts obligataires		0,0	137,1	Financement intérieur	14,5	5,9	27,2
Bons et obligations du Trésor		314,9	100,1	<i>dont investissement</i>	4,8		
Eurobonds		690,0	712,9	Financement extérieur	0,0	0,0	0,0
Ressources extérieures	1 252,8	526,7	437,8	Dépenses d'investissement	2 038,6	743,6	632,5
Appuis budgétaires	330,8	154,6	126,1	Financement intérieur	1 116,5	371,6	320,8
FMI	114,0	80,8	52,3	<i>Investissement FIMR</i>	14,5	3,6	3,6
Banque Mondiale	50,0	0,0		<i>Construction barrage de Soubré</i>	7,8	3,9	7,8
AFD (C2D)	147,6	73,8	73,8	<i>Projets C2D</i>	147,6	28,2	27,8
BAD				<i>Couverture Maladie Universelle (CMU)</i>	10,5	8,4	1,0
UE	19,2	0,0		Financement extérieur	922,0	372,0	311,7
Financement extérieur	922,0	372,0	311,7	<i>Dons-projets</i>	244,3	78,2	50,2
Dons-programmes (PAPC)		0,0	0,0	<i>Emprunts-projets</i>	677,7	293,8	261,5
Dons-projets	244,3	78,2	50,2				
Emprunts-projets	677,7	293,8	261,5				
OPERATIONS DE TRESORERIE (II)		56,1	63,4	OPERATIONS DE TRESORERIE (II)		56,1	58,5
Recettes de TVA affectées au remboursement de crédits de TVA		46,4	46,4	Remboursement de crédits de TVA		46,4	46,4
TVA secteur électricité		9,7	17,0	Reversement TVA au secteur électricité		9,7	12,1
TOTAL GENERAL	6 078,7	3 308,2	3 237,9	TOTAL GENERAL	6 078,7	2 936,7	2 698,1

source: DGBF- DGTCP-DGE DGD-DGI

ANNEXE 2
EVOLUTION DES RECETTES FISCALES BUDGETAIRES
(Etat de réalisation à fin juin 2017)

En milliards de FCFA

LIBELLES	FIN JUIN		
	Objectif	Réalisation	Ecart (Real-Obj)
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES	1 629,2	1 683,2	54,0
<u>DGI</u>	<u>872,8</u>	<u>891,9</u>	<u>19,0</u>
Impôts directs	473,1	476,0	2,9
BIC pétrole et gaz	23,4	31,3	7,8
- BIC pétrole	0,0	1,7	1,7
- BIC gaz	23,4	29,5	6,1
Autres impôts directs hors pétrole et gaz	449,7	444,7	-5,0
- BIC hors pétrole	186,5	182,9	-3,6
- Impôt synthétique et AIRSI	11,7	11,5	-0,2
Impôts sur revenus et salaires	220,8	215,9	-4,9
Contribution pour la sortie de crise (ex CRN)	0,0	0,0	
Impôts fonciers	0,0	0,0	0,0
Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC	30,7	34,4	3,6
Impôts indirects	399,7	415,9	16,2
TVA (hors part secteur électricité)	180,5	173,6	-6,9
TOB	30,8	30,5	-0,3
Taxes sur boissons et tabacs	20,1	19,1	-0,9
Droits d'enregistrement et de timbre	93,1	115,9	22,8
<i>dont enregistrement café cacao</i>	<i>59,2</i>	<i>79,8</i>	<i>20,6</i>
Patentes et Licences	16,2	16,7	0,5
Taxes d'exploitation pétrolière	0,0	0,7	0,7
Taxe d'exploitation du gaz	10,0	12,7	2,6
Taxes sur les télécommunications	26,8	22,5	-4,3
Taxes spéciales sur les consommations téléphoniques	11,1	11,8	0,8
Taxe sur le caoutchouc	2,0	4,3	2,3
Taxe pr le dev touristique	0,3	0,3	0,0
Taxe/sachet et mat plast	0,0	0,0	0,0
Taxe ad valorem	8,1	7,2	-0,9
Accises et autres taxes indirectes	1,1	1,0	0,0
<u>TRESOR</u>	<u>4,5</u>	<u>3,5</u>	<u>-1,0</u>
Impôts directs	3,8	2,9	-0,9
Impôts sur revenus et salaires	3,8	2,9	-0,9
Impôts fonciers (y/c RS 15% Loyer)	0,0	0,0	
Impôts indirects	0,7	0,6	-0,1
Timbres et vignettes	0,7	0,6	
Autres indirects	0,0	0,0	
<u>DGD (hors PCC, PCS et SGS)</u>	<u>751,9</u>	<u>787,9</u>	<u>36,0</u>
Droits et taxes à l'importation	492,6	486,4	-6,2
Taxes sur produits pétroliers	124,8	135,1	10,3
Taxes hors produits pétroliers (hors SGS, PCS et PCC)	367,8	351,3	-16,6
Taxes à l'exportation	259,3	301,5	42,2

Source: DGBF-DGTCP-DGE-DGD-DGI

ANNEXE 3 :
SITUATION DES DEPENSES PAR SECTEUR ET PAR FONCTION
(Situation à fin juin 2017)

(en F CFA)

Secteurs et fonctions	Budget voté (hors comptes spéciaux)	Budget Actuel	Exécution SIGFiP		Avances	Opération de trésorerie	Total Exécution	Mandats mis en règlement	Total paiement (*)
			Engagements	Prises en charge					
Service de la dette publique	1 418 817 407 652	1 459 761 123 756	700 770 663 877	700 770 663 877			700 770 663 877	650 087 095 190	650 087 095 190
-Dette publique intérieure	849 618 235 208	884 215 517 970	443 114 663 877	443 114 663 877			443 114 663 877	236 959 731 915	236 959 731 915
-Dette publique extérieure	569 199 172 444	575 545 605 786	257 656 000 000	257 656 000 000			257 656 000 000	413 127 363 275	413 127 363 275
Services généraux des administrations publiques	728 596 091 423	745 538 397 504	324 587 313 512	318 457 013 568	145 784 491 452	58 490 000 000	522 731 505 020	216 676 793 063	420 951 284 515
Institutions	147 090 044 477	171 983 208 270	73 823 874 590	73 512 094 149	122 788 893 608		196 300 987 757	90 626 040 228	213 414 933 836
Services Généraux	581 506 046 946	573 555 189 234	250 763 438 922	244 944 919 419	22 995 597 844	58 490 000 000	326 430 517 263	126 050 752 835	207 536 350 679
Défense	291 149 579 368	295 508 645 269	105 447 331 308	98 657 400 125	24 009 445 284		122 666 845 409	89 058 611 599	113 068 056 883
Services militaires	127 148 670 246	129 849 058 236	45 416 955 923	39 841 163 408			39 841 163 408	36 684 093 277	36 684 093 277
Services de gendarmerie	67 496 285 232	68 955 243 623	25 974 730 204	25 753 817 419			25 753 817 419	25 516 998 846	25 516 998 846
Autres Affaires Militaires	96 504 623 890	96 704 343 410	34 055 645 181	33 062 419 298	24 009 445 284		57 071 864 582	26 857 519 476	50 866 964 760
Ordre et Sécurité	220 858 152 731	232 923 754 479	93 363 875 455	84 375 535 325	21 651 784 775		106 027 320 100	130 543 098 343	152 194 883 118
Service de Police	162 476 238 101	182 690 997 106	73 747 436 062	65 499 295 585	21 120 577 747		86 619 873 332	91 337 145 885	112 457 723 632
Services judiciaires	53 617 007 800	46 660 976 601	19 118 783 317	18 655 914 820	531 207 028		19 187 121 848	19 602 976 229	20 134 183 257
Etablissements Pénitenciers et Education surveillées	4 764 906 830	3 571 780 772	497 656 076	220 324 920			220 324 920	19 602 976 229	19 602 976 229
Affaires Économiques	384 980 589 950	394 558 094 677	102 202 979 229	97 759 561 961	4 473 276 721		102 232 838 682	80 076 882 621	84 550 159 342
Activités Végétales et Halieutiques	152 584 356 862	153 908 403 282	49 138 791 651	48 284 206 124	4 209 679 434		52 493 885 558	17 542 681 535	21 752 360 969
Activités Minières et Énergétiques	59 238 279 222	66 762 753 250	1 754 798 734	1 627 805 104			1 627 805 104	1 449 449 456	1 449 449 456
Activités de transport et télécommunication	105 040 123 308	107 450 296 102	20 424 830 321	18 584 418 630			18 584 418 630	13 793 536 146	13 793 536 146
Activités Industrielles et autres Services	68 117 830 558	66 436 642 043	30 884 558 523	29 263 132 103	263 597 287		29 526 729 390	47 291 215 484	47 554 812 771
Protection de l'environnement	91 926 106 361	89 183 593 876	19 938 747 896	16 604 400 739	951 445 120		17 555 845 859	21 475 333 268	22 426 778 388
Logement et Equipements Collectifs	1 140 106 320 980	1 102 529 609 641	374 194 297 879	359 789 436 943	379 060 063		360 168 497 006	211 354 059 422	211 733 119 485
Santé	371 026 765 001	362 976 652 477	154 688 537 600	147 602 632 656	1 197 367 344		148 800 000 000	170 717 758 640	171 915 125 984
Loisirs, Culture et Culte	154 905 131 993	143 530 150 274	70 358 931 123	68 680 241 707	4 763 100 834		73 443 342 541	152 316 005 919	157 079 106 753
Enseignement, Formation et Recherche	1 198 986 996 969	1 149 570 349 314	572 151 830 836	536 413 619 680	1 386 380 320		537 800 000 000	544 422 345 368	545 808 725 688
Protection Sociale	77 362 949 458	87 604 376 137	6 252 401 472	5 478 397 964	423 648 087		5 902 046 051	14 962 689 068	15 386 337 155
TOTAL GENERAL	6 078 716 091 886	6 063 684 747 404	2 523 956 910 187	2 434 588 904 545	205 020 000 000	58 490 000 000	2 698 098 904 545	2 281 690 672 501	2 545 200 672 501

dont

Remboursement de crédits de TVA

46 400 000 000

46 400 000 000

Source: DGBF-DGTCP

ANNEXE 4 :
ETAT DETAILLE DES DEPENSES PAR SECTEUR ET PAR FONCTION
(Situation à fin juin 2017)

Secteurs et fonctions	Budget voté (hors comptes spéciaux)	Budget actuel	Exécution SIGFiP		Avances	Opérations de Trésorerie	Total Exécution	Mandats mis en règlement	Total paiement (*) (en F.C.F.A.)
			Engagements	Ordonnancement					
Service de la dette publique	1 418 817 407 652	1 459 761 123 756	700 770 663 877	700 770 663 877			700 770 663 877	650 087 095 190	71 506 000 000
- Dette publique intérieure	849 618 235 208	884 215 517 970	443 114 663 877	443 114 663 877			443 114 663 877	236 959 731 915	11 823 000 000
- Dette publique extérieure	569 199 172 444	575 545 605 786	257 656 000 000	257 656 000 000			257 656 000 000	413 127 363 275	59 683 000 000
Services généraux des administrations publiques	728 596 091 423	745 538 397 504	324 587 313 512	318 457 013 568	145 784 491 452	58 490 000 000	522 731 505 020	216 676 793 063	420 951 284 515
Institutions	147 090 044 477	171 983 208 270	73 823 874 590	73 512 094 149	122 788 893 608		196 300 987 757	90 626 040 228	213 414 933 836
- Organismes législatifs (Assemblée)	31 391 733 614	27 658 509 786	15 213 965 817	15 203 866 497			15 203 866 497	16 320 660 689	16 320 660 689
- Organes exécutifs (Présidence+ Primature)	90 191 047 217	118 874 881 180	45 417 717 530	45 230 491 769	122 439 351 620		167 669 843 389	57 137 891 110	179 577 242 730
- Autres institutions	25 507 263 646	25 449 817 304	13 192 191 243	13 077 735 883	349 541 988		13 427 277 871	17 167 488 429	17 517 030 417
Services Généraux	581 506 046 946	573 555 189 234	250 763 438 922	244 944 919 419	22 995 597 844	58 490 000 000	326 430 517 263	126 050 752 835	207 536 350 679
- Services Economiques et Financiers	231 981 728 796	226 367 502 586	117 276 913 575	114 640 970 066	14 568 814 480	58 490 000 000	187 699 784 546	48 138 095 716	121 196 910 196
- Autres Services	205 650 003 102	205 789 594 014	72 515 780 753	69 825 035 108	1 680 923 746		71 505 958 854	77 912 657 119	79 593 580 865
- Services des Affaires Extérieures	143 874 315 048	141 398 092 634	60 970 744 593	60 478 914 244	6 745 859 618		67 224 773 862	56 195 654 539	62 941 514 157
Défense	291 149 579 368	295 508 645 269	105 447 331 308	98 657 400 125	24 009 445 284		122 666 845 409	89 058 611 599	113 068 056 883
Services militaires	127 148 670 246	129 849 058 236	45 416 955 923	39 841 163 408			39 841 163 408	36 684 093 277	36 684 093 277
Services de gendarmerie	67 496 285 232	68 955 243 623	25 974 730 204	25 753 817 419			25 753 817 419	25 516 998 846	25 516 998 846
Autres Affaires Militaires	96 504 623 890	96 704 343 410	34 055 645 181	33 062 419 298	24 009 445 284		57 071 864 582	26 857 519 476	50 866 964 760
Ordre et Sécurité	220 858 152 731	232 923 754 479	93 363 875 455	84 375 535 325	21 651 784 775		106 027 320 100	130 543 098 343	152 194 883 118
Service de Police	162 476 238 101	182 690 997 106	73 747 436 062	65 499 295 585	21 120 577 747		86 619 873 332	91 337 145 885	112 457 723 632
Services judiciaires	53 617 007 800	46 660 976 601	19 118 783 317	18 655 914 820	531 207 028		19 187 121 848	19 602 976 229	20 134 183 257
Etablissements Pénitentiers et Education surveillées	4 764 906 830	3 571 780 772	497 656 076	220 324 920			220 324 920	19 602 976 229	19 602 976 229
Affaires Économiques	384 980 589 950	394 558 094 677	102 202 979 229	97 759 561 961	4 473 276 721		102 232 838 682	80 076 882 621	84 550 159 342
Activités Végétales et Halieutiques	152 584 356 862	153 908 403 282	49 138 791 651	48 284 206 124	4 209 679 434		52 493 885 558	17 542 681 535	21 752 360 969
- Agriculture	139 804 640 992	141 030 922 607	45 707 579 802	45 268 346 563	3 866 230 492		49 134 577 055	14 459 213 252	18 325 443 744
- Elevage	12 779 715 870	12 877 480 675	3 431 211 849	3 015 859 561	343 448 942		3 359 308 503	3 083 468 283	3 426 917 225
Activités Minières et Énergétiques	59 238 279 222	66 762 753 250	1 754 798 734	1 627 805 104			1 627 805 104	1 449 449 456	1 449 449 456
Activités de transport et télécommunication	105 040 123 308	107 450 296 102	20 424 830 321	18 584 418 630			18 584 418 630	13 793 536 146	13 793 536 146
Activités Industrielles et autres Services	68 117 830 558	66 436 642 043	30 884 558 523	29 263 132 103	263 597 287		29 526 729 390	47 291 215 484	47 554 812 771
Protection de l'environnement	91 926 106 361	89 183 593 876	19 938 747 896	16 604 400 739	951 445 120		17 555 845 859	21 475 333 268	22 426 778 388
Lutte contre la pollution et Protection de l'environnement	48 595 073 031	45 468 301 598	5 617 899 486	4 620 108 877			4 620 108 877	7 990 669 517	7 990 669 517
Protection faune et flore	43 331 033 330	43 715 292 278	14 320 848 410	11 984 291 862	951 445 120		12 935 736 982	13 484 663 751	14 436 108 871
Logement et Equipements Collectifs	1 140 106 320 980	1 102 529 609 641	374 194 297 879	359 789 436 943	379 060 063		360 168 497 006	211 354 059 422	211 733 119 485
Alimentation en eau	109 188 255 502	104 420 332 902	27 488 420 383	24 687 307 135			24 687 307 135	29 795 475 611	29 795 475 611
Electrification	323 266 264 958	324 541 005 764	203 271 463 077	203 271 463 077			203 271 463 077	12 756 110 332	12 756 110 332
Infrastructures routières	520 861 463 100	517 630 664 657	62 378 965 503	52 044 984 075			52 044 984 075	22 878 412 796	22 878 412 796
Batiments administratifs et logements	36 541 783 426	31 727 284 750	4 215 433 764	3 604 589 650			3 604 589 650	8 440 025 910	8 440 025 910
Equipements des Collectivités Territoriales	5 019 852 458	5 060 207 996	2 032 085 188	2 015 942 973			2 015 942 973	2 028 118 494	2 028 118 494
Autres	145 228 701 536	119 150 113 572	74 807 929 964	74 165 150 033	379 060 063		74 544 210 096	135 455 916 279	135 834 976 342

ANNEXE 4 :
ETAT DETAILLE DES DEPENSES PAR SECTEUR ET PAR FONCTION
(Situation à fin juin 2017)

127 148 670 246

(en F CFA)

Secteurs et fonctions	Budget voté (hors comptes spéciaux)	Budget actuel	Exécution SIGFIP		Avances	Opérations de Trésorerie	Total Exécution	Mandats mis en règlement	Total paiement (*)
			Engagements	Ordonnancement					
Santé	371 026 765 001	362 976 652 477	154 688 537 600	147 602 632 656	1 197 367 344		148 800 000 000	170 717 758 640	171 915 125 984
Médicaments et matériels biomédicaux	22 745 095 070	24 826 326 647	5 003 651 101	3 822 575 325			3 822 575 325	2 337 779 870	2 337 779 870
Services de santé de base et secondaire	30 680 901 416	32 908 755 827	2 808 933 064	1 421 174 385			1 421 174 385	630 736 604	630 736 604
Formation Agents de santé	9 796 307 571	9 788 042 436	4 293 323 665	4 285 892 985			4 285 892 985	8 547 783 957	8 547 783 957
CHU, Centres de Santé Spécialisés	76 510 956 746	75 448 320 665	22 283 430 703	21 975 493 049			21 975 493 049	40 305 561 045	40 305 561 045
Autres affaires liées à la santé	231 293 504 198	220 005 206 902	120 299 199 067	116 097 496 912	1 197 367 344		117 294 864 256	118 895 897 164	120 093 264 508
Loisirs, Culture et Culte	154 905 131 993	143 530 150 274	70 358 931 123	68 680 241 707	4 763 100 834		73 443 342 541	152 316 005 919	157 079 106 753
Affaires culturelles	19 208 908 048	17 969 927 578	7 186 815 986	6 832 057 416	483 053 605		7 315 111 021	9 857 078 370	10 340 131 975
Affaires Sportives	64 638 387 963	63 578 373 117	27 109 540 872	26 328 697 808	2 809 064 955		29 137 762 763	64 529 484 060	67 338 549 015
Communication	20 852 014 430	20 891 908 611	4 586 880 950	4 389 090 829	1 470 982 274		5 860 073 103	7 820 516 984	9 291 499 258
Autres	50 205 821 552	41 089 940 968	31 475 693 315	31 130 395 654			31 130 395 654	70 108 926 505	70 108 926 505
Enseignement, Formation et Recherche	1 198 986 996 969	1 149 570 349 314	572 151 830 836	536 413 619 680	1 386 380 320		537 800 000 000	544 422 345 368	545 808 725 688
Enseignement de base	472 303 093 086	471 906 332 599	230 127 842 891	222 576 766 035	418 545 390		222 995 311 425	231 288 158 785	231 706 704 175
Formation continue des adultes	14 057 779 854	13 950 515 510	5 004 722 915	4 786 047 956			4 786 047 956	4 882 195 963	4 882 195 963
Enseignement Secondaire	316 742 233 719	314 060 869 047	148 781 898 855	126 107 200 992			126 107 200 992	112 926 665 924	112 926 665 924
Enseignement Supérieur	204 300 882 669	174 086 771 364	84 710 556 174	82 742 658 746	967 834 930		83 710 493 676	135 499 249 207	136 467 084 137
Enseignement Technique et Professionnelle	113 294 136 085	104 379 533 476	36 474 320 713	33 612 924 144			33 612 924 144	45 504 496 605	45 504 496 605
Recherche	27 423 158 400	26 827 939 221	11 010 356 564	10 937 901 716			10 937 901 716	7 679 870 909	7 679 870 909
Autres	50 865 713 156	44 358 388 097	56 042 132 724	55 650 120 091			55 650 120 091	6 641 707 975	6 641 707 975
<i>dont transport des élèves et étudiants</i>	<i>9 900 000 000</i>	<i>9 900 000 000</i>	<i>2 475 000 000</i>	<i>2 475 000 000</i>			<i>2 475 000 000</i>		
Protection Sociale	77 362 949 458	87 604 376 137	6 252 401 472	5 478 397 964	423 648 087		5 902 046 051	14 962 689 068	15 386 337 155
Protection des enfants et handicapés	18 317 104 110	13 652 754 933	1 413 626 924	921 365 922			921 365 922	878 161 716	878 161 716
Lutte contre le Chômage et l'exclusion	32 104 864 243	45 927 681 096	4 702 759 105	4 550 953 538			4 550 953 538	7 907 133 517	7 907 133 517
Service civique et réinsertion									
Pension de retraite	4 438 037 453	4 187 574 226	136 015 443	136 015 443			136 015 443	299 727 965	299 727 965
Autres protection sociale	22 502 943 652	23 836 365 882	4 054 189 329	3 198 311 206	423 648 087		3 621 959 293	5 877 665 870	6 301 313 957
TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES	6 078 716 091 886	6 063 684 747 404	2 523 956 910 187	2 434 588 904 545	205 020 000 000	58 490 000 000	2 698 098 904 545	2 281 690 672 501	2 545 200 672 501

dont

Remboursement de crédits de TVA

46 400 000 000

46 400 000 000

ANNEXE 5 :
SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES PAR INSTITUTION ET MINISTERE
(Situation à fin juin 2017)

MINISTERE / INSTITUTION	Budget voté (hors comptes spéciaux)	Budget Actuel	Exécution SIGFIP		Avances	Opérations de Trésorerie	Total Exécution	Mandats mis en règlement	Total paiement (*)
			Engagements	Ordonnancement					
01 REPRESENTATION NATIONALE	26 891 733 614	27 658 509 786	15 213 965 817	15 203 866 497			15 203 866 497	16 320 660 689	16 320 660 689
02 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	100 199 324 343	120 352 781 026	66 135 831 001	66 003 972 106	122 097 036 404		188 101 008 510	104 394 764 550	226 491 800 954
03 CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL	4 647 840 926	4 554 490 853	2 237 606 263	2 237 606 263			2 237 606 263	2 222 437 465	2 222 437 465
05 GRANDE CHANCELLERIE	1 763 418 833	1 710 260 314	738 310 997	737 411 312	22 541 988		759 953 300	734 794 713	757 336 701
06 PRIMATURE ET SERVICES RATTACHES	111 879 286 803	75 494 419 054	58 236 558 038	55 379 139 659	342 315 216		55 721 454 875	115 000 124 297	115 342 439 513
07 CONSEIL CONSTITUTIONNEL	2 889 833 709	2 822 570 308	2 018 079 045	2 018 079 045			2 018 079 045	3 367 019 071	3 367 019 071
08 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	2 540 912 156	2 432 035 138	1 217 085 040	1 213 639 465			1 213 639 465	1 205 388 371	1 205 388 371
10 COUR DES COMPTES	1 611 421 955	1 541 866 575	1 192 092 645	1 192 092 645			1 192 092 645	2 050 246 270	2 050 246 270
11 COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE	5 037 545 298	4 781 955 886	3 231 785 877	3 226 947 572	327 000 000		3 553 947 572	6 563 748 076	6 890 748 076
12 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	1 513 314 509 387	1 536 077 168 199	722 139 881 281	720 008 734 478	4 231 393 489		724 240 127 967	630 133 287 753	634 364 681 242
13 CHAMBRE NATIONALE DES ROIS ET CHEFS TRADITIONNELS	4 100 000 000	3 895 000 000	2 050 000 000	2 050 000 000			2 050 000 000	2 050 000 000	2 050 000 000
14 MINISTERE DU PETROLE, DE L'ENERGIE ET DU DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES	343 990 974 528	352 335 561 436	205 752 707 944	205 600 959 763			205 600 959 763	16 007 882 568	16 007 882 568
15 MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE	362 627 730 808	354 094 663 002	80 725 090 094	71 564 881 906	21 120 577 747		92 685 459 653	76 594 106 229	97 714 683 976
16 MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	16 933 337 149	16 036 715 117	5 537 130 924	5 076 933 475	16 882 500		5 093 815 975	6 553 451 068	6 570 333 568
17 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME	59 293 992 395	51 754 779 447	19 761 166 917	18 913 675 244	531 207 028		19 444 882 272	19 836 538 485	20 367 745 513
18 MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL	138 713 386 558	141 097 610 595	53 423 633 055	52 986 742 977	3 866 230 492		56 852 973 469	28 585 856 866	32 396 816 358
19 MINISTERE DE LA CONSTRUCTION, DU LOGEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DE L'URBANISME	61 850 450 700	53 474 676 364	7 800 362 068	6 325 459 004			6 325 459 004	11 989 914 557	11 989 914 557
20 MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT	89 951 380 926	104 466 893 037	5 821 614 486	5 666 550 882	959 706 745		6 626 257 627	9 255 626 993	10 215 333 738
21 MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES	794 408 252 695	762 381 298 024	157 432 944 078	142 553 496 455	379 060 063		142 932 556 518	174 021 286 213	174 400 346 276
22 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	824 634 704 564	813 481 590 886	388 748 333 856	357 110 731 121	418 545 390		357 529 276 511	341 858 976 006	342 277 521 396
24 MINISTERE DE LA SANTÉ ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE	381 933 110 407	374 109 302 850	128 116 336 132	120 987 275 249	1 197 367 344		122 184 642 593	170 760 047 084	171 957 414 428
25 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	82 734 572 110	80 945 550 649	31 193 248 987	30 795 434 283	6 745 859 618		37 541 293 901	38 824 475 795	45 570 335 413
26 MINISTERE AUPRES DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE, CHARGE DE LA DEFENSE	291 144 683 130	294 817 414 634	104 524 788 762	97 674 978 169	24 009 445 284		121 684 423 453	86 252 422 227	110 261 867 511
27 MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA POSTE	57 660 904 721	56 404 942 997	13 020 652 576	12 738 949 287	1 470 982 274		14 209 931 561	11 226 763 285	12 697 745 559
29 MINISTERE DES SPORTS ET DES LOISIRS	60 684 679 166	59 932 417 739	20 413 368 103	19 786 934 829	2 809 064 955		22 595 999 784	44 328 779 899	47 137 844 854
30 MINISTERE DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT	183 284 473 390	243 340 765 405	228 953 839 574	227 878 685 927	10 337 420 991	58 490 000 000	296 706 106 918	88 153 927 115	156 981 348 106
31 MINISTERE DES EAUX ET FORÊTS	32 061 349 552	31 574 869 377	12 567 002 592	10 335 889 392	951 445 120		11 287 334 512	10 037 409 501	10 988 854 621
33 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	192 379 251 214	191 374 339 448	87 182 928 599	86 818 907 684	967 834 930		87 786 742 614	137 794 343 762	138 762 178 692
34 SECRETARIAT D'ETAT CHARGE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	83 031 083 325	70 753 426 283	21 335 522 503	20 641 824 458			20 641 824 458	22 712 145 214	22 712 145 214
35 MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE	14 668 768 818	13 647 156 405	4 975 224 415	4 621 984 687	483 053 605		5 105 038 292	7 599 856 000	8 082 909 605
37 MINISTERE DU COMMERCE, DE L'ARTISANAT ET DE LA PROMOTION DES PME	13 018 389 963	11 611 386 125	3 256 613 413	2 815 520 944	263 597 287		3 079 118 231	4 148 818 505	4 412 415 792
38 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DES MINES	13 814 537 122	11 299 679 594	5 902 245 538	5 668 478 937			5 668 478 937	9 332 773 832	9 332 773 832
39 MINISTERE DU TOURISME	10 509 452 475	10 272 481 231	3 008 226 577	2 761 500 291			2 761 500 291	4 769 989 800	4 769 989 800
40 MINISTERE DES TRANSPORTS	19 625 597 095	22 153 505 322	13 717 029 291	13 576 339 295			13 576 339 295	9 913 552 644	9 913 552 644
42 MINISTERE DE LA FEMME, DE LA PROTECTION DE L'ENFANT ET DE LA SOLIDARITE	28 127 978 497	28 160 825 384	6 870 069 860	6 007 031 946	423 648 087		6 430 680 033	6 091 722 457	6 515 370 544
44 MINISTERE D'ETAT, AUPRES DU PR CHARGE DU DIALOGUE POLITIQUE ET DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS	991 989 546	864 944 089	120 000 000	120 000 000	98 798 432		218 798 432	190 000 000	288 798 432
47 COUR SUPREME	8 897 197 760	8 784 253 917	5 035 063 247	5 025 349 077			5 025 349 077	6 601 457 278	6 601 457 278
48 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA POSTE									
49 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE, DE L'EMPLOI DES JEUNES ET SERVICE CIVIQUE	28 848 196 468	23 352 731 879	13 344 385 187	12 475 924 921			12 475 924 921	27 086 453 868	27 086 453 868
51 MINISTERE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES	13 608 233 909	13 684 940 727	3 471 470 922	3 038 966 724	343 448 942		3 382 415 666	3 024 121 066	3 367 570 008
60 MINISTERE CHARGÉ DE L'INTÉGRATION AFRICAINE	3 317 479 397	2 775 944 854	951 237 007	854 446 154	605 536 069		1 459 982 223	991 334 623	1 596 870 692
68 PARQUET GENERAL	1 228 501 770	1 191 240 810	504 142 612	504 142 612			504 142 612	737 314 333	737 314 333
72 MINISTERE DE LA SALUBRITE URBAINE ET DE L'ASSAINISSEMENT	49 134 701 586	49 573 771 240	7 117 270 895	6 409 360 615			6 409 360 615	11 417 267 183	11 417 267 183
74 MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DE L'EMPLOI, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	36 230 923 118	32 614 011 397	8 962 063 969	7 980 059 195			7 980 059 195	11 004 857 790	11 004 857 790
75 SENAT	4 500 000 000								
TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES	6 078 716 091 886	6 063 684 747 403	2 523 956 910 187	2 434 588 904 545	205 020 000 000	58 490 000 000	2 698 098 904 545	2 281 690 672 501	2 545 200 672 501

dont
Remboursement de crédits de TVA

46 400 000 000 46 400 000 000

ANNEXE 6: SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT A FIN JUIN 2017

Ministères/Institutions	Dotation 2017 (budget)	Exécution SIGFIP	Exécution fin juin 2017 (y/c avances)	Taux d'exécution
	(A)		(B)	(B)/(A)
Ministère du Plan et du Développement	96 207 890 085	2 956 452 478	3 409 264 454	3,5%
Ministère de la Salubrité, de l'Environnement et du Développement Durable	12 697 462 792	467 756 673	467 756 673	3,7%
Ministère de la Femme, de la Protection de l'Enfant et de la Solidarité	1 737 932 585	58 845 649	64 295 649	3,7%
Sécrétariat d'Etat Chargé de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	7 648 419 863	387 281 620	391 523 620	5,1%
Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	39 495 641 223	1 178 375 785	2 242 688 475	5,7%
Ministère de la Construction, du Logement, de l'Assainissement et de l'Urbanisme	26 827 212 218	1 548 144 535	1 555 650 535	5,8%
Sécrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre, Chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat	162 116 304 904	9 465 797 532	9 525 160 281	5,9%
Ministère des Eaux et Forêts	6 712 399 068	496 610 533	501 716 008	7,5%
Ministère de l'Economie et des Finances	29 541 060 689	1 654 474 094	2 211 704 786	7,5%
Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	15 267 796 353	1 126 538 690	1 181 219 462	7,7%
Ministère d'Etat, Ministère de la Défense	25 699 602 479	2 444 415 437	2 444 415 437	9,5%
Ministères des Ressources Animales et Halieutiques	6 210 934 601	646 982 741	781 481 359	12,6%
Ministère de la Culture et de la Francophonie	850 789 913	70 148 435	121 293 221	14,3%
Ministère des Affaires Etrangères	1 264 176 635	184 275 125	184 275 125	14,6%
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	3 494 679 988	530 034 196	530 034 196	15,2%
Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	43 756 577 613	7 542 430 898	8 039 870 224	18,4%
Ministère des Sports et Loisirs	38 160 551 795	8 055 677 419	8 103 477 159	21,2%
Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	158 665 471 925	32 725 961 813	34 036 118 404	21,5%
Ministère du Commerce, de l'Artisanat et de la Promotion des PME	2 893 100 632	622 986 765	622 986 765	21,5%
Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration	861 218 030	207 379 000	207 379 000	24,1%
Ministère des Infrastructures Economiques	652 237 633 559	140 357 893 165	208 455 955 579	32,0%
Ministère du Tourisme	1 240 637 850	339 978 343	409 771 238	33,0%
Parquet Général	101 762 566	35 616 898	35 616 898	35,0%
Représentation nationale	1 100 000 000	385 000 000	385 000 000	35,0%
Cour Suprême	86 068 765	30 124 068	30 124 068	35,0%
Présidence de la République	13 308 353 469	5 758 412 552	5 758 412 552	43,3%
Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Emploi des Jeunes et Service Civique	17 298 941 333	10 320 033 117	10 320 033 117	59,7%
Ministère de l'Industrie et des Mines	5 939 148 295	3 653 625 644	3 653 625 644	61,5%
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	23 190 119 470	8 156 982 427	14 677 851 296	63,3%
Ministère du Pétrole, de l'Energie et du Développement des Energies Renouvelables	279 374 233 752	203 855 222 671	203 897 946 739	73,0%
Ministère des Transports	9 416 982 014	7 161 334 168	7 161 334 168	76,0%
Médiateur de la République	50 000 000	38 971 233	38 971 233	77,9%
Primature et Services Rattachés	50 510 538 158	40 007 768 401	40 007 768 401	79,2%
Ministère de la Communication, de l'Economie Numérique et de la Poste	8 240 091 129	6 917 712 607	7 020 021 201	85,2%
Ministère de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur	100 000 000	85 844 994	85 844 994	85,8%
Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	54 013 384 730	43 583 239 555	53 900 208 292	99,8%
Commission Electorale Indépendante	45 018 746	45 018 746	45 018 746	100,0%
TOTAL (y/c FIMR et FER)	1 899 006 711 060	543 103 348 007	632 505 814 999	33,3%

ANNEXE 7: SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES SOCIALES A FIN JUIN 2017

(en millions de FCFA)

Nature de dépenses	2016		2017	
	Réalisation	Budget	Réalisation juin	
DEPENSES EDUCATION	1 118 554,3	1 107 244,3	505 323,4	
Courantes	925 288,7	989 134,3	485 250,2	
Administration Centrale	725 924,4	776 482,6	381 002,8	
Personnel	708 776,9	746 465,8	374 309,9	
Abonnement	6 056,4	11 593,7	2 949,3	
Autres Administrations Centrales	11 091,1	18 423,1	3 743,6	
Structures éducatives (hors personnel)	199 364,3	212 651,7	102 860,9	
Subventions aux écoles privées	101 808,5	108 600,0	45 426,5	
Kits Scolaires	15 054,1	14 000,0	1 492,1	
Bourses	21 850,3	22 312,5	14 304,6	
Transferts aux Etablissements Publics Nationaux	25 443,1	31 202,1	20 609,3	
Ecoles publiques	35 208,4	36 537,2	19 642,0	
Avances non encore régularisées			1 386,4	
Investissement	193 265,6	100 510,0	20 073,2	
Administration	0,0	0,0	0,0	
Construction et équipements (y compris kits pédagogiques et cantines scolaire)	193 265,6	100 510,0	20 073,2	
dont prêts extérieurs	755,4	17 297,7	3 036,0	
Avances non encore régularisées		17 600,0		
DEPENSES SANTE	305 934,2	386 535,8	125 503,7	
Courantes	200 311,5	221 468,9	92 160,3	
Administration Centrale	169 693,8	183 668,9	80 846,9	
Personnel	136 332,2	147 530,7	74 837,0	
Abonnement	4 315,0	8 560,2	1 690,5	
Autres Administrations Centrales	29 046,5	27 578,1	4 319,3	
Structures sanitaires (hors personnel)	30 617,7	37 800,0	10 116,1	
Niveau primaire et secondaire	9 102,9	11 896,6	1 810,8	
Niveau tertiaire	7 598,3	8 536,2	2 522,3	
Niveau quaternaire	13 114,8	14 580,5	4 168,7	
Autres	801,7	2 786,8	417,0	
Avances non encore régularisées			1 197,4	
Investissement	105 622,7	163 896,8	33 343,4	
Administration	1 115,9	1 218,3	37,4	
Construction et équipements	104 506,8	162 678,5	33 306,0	
dont prêts extérieurs	58 519,3	84 171,6	940,4	
Avances non encore régularisées		1 170,0		
TOTAL	1 424 488,5	1 493 780,1	630 827,1	

NB: Il s'agit dans ce tableau uniquement des dépenses des ministères de la santé et de la lutte contre le SIDA et de tous les ministères du domaine Education-Formation (Enseignement supérieur et recherche, Education nationale et enseignement technique et Formation professionnelle). Cette configuration de l'annexe 9 a été définie conjointement avec les partenaires (FMI, Banque mondiale) depuis les gestions budgétaires 2004-2005.

ANNEXE 8 : SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES PRO-PAUVRES A FIN JUIN 2017

(en francs CFA)

DOMAINES	2016 REALISATION	2017		
		BUDGET	Objectif fin juin	Réalisation FIN JUIN
01 Agriculture et développement rural	123 972 400 033	73 301 992 280	38 121 239 995	62 190 038 058
01.0 Administration générale	58 633 530 748	34 767 000 000	15 956 125 475	42 217 372 139
01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture	24 456 107 594	8 957 452 209	7 819 570 151	1 157 586 914
01.2 Formation et encadrement	10 178 135 391	12 171 000 000	5 853 509 552	10 875 083 131
01.3 Aménagement hydro-agricole	17 134 626 300	2 916 540 071	1 247 034 817	4 317 495 874
01.4 Autres investissements en milieu rural (FRAR,FIMR)	13 570 000 000	14 490 000 000	7 245 000 000	3 622 500 000
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	9 114 461 161	11 909 073 144	5 350 792 226	3 398 610 887
02.0 Administration générale / formation et encadrement	5 606 411 126	5 766 653 298	2 842 963 826	2 599 445 889
02.1 Appui à l'élevage et à la production laitière	2 325 824 054	1 576 608 148	649 319 981	570 025 913
02.2 Pêche et aquaculture	1 182 225 981	4 565 811 698	1 858 508 419	229 139 085
03 Education	1 179 287 964 390	1 111 727 606 213	535 350 449 771	530 090 407 277
03.0 Administration générale	32 770 125 898	35 108 000 000	17 943 983 376	17 215 464 588
03.1 Education préscolaire et enseignement primaire	531 080 794 039	473 540 000 000	234 589 333 603	225 330 534 817
03.2 Alphabétisation	573 113 492	469 606 213	172 339 610	43 600
03.3 Secondaire général, technique et professionnel	359 944 222 244	411 560 000 000	190 813 195 799	167 476 581 132
03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique	211 419 708 717	191 050 000 000	91 831 597 382	120 067 783 140
03.5 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Education	43 500 000 000			
04 Santé	330 439 726 736	379 715 307 722	170 197 011 722	145 138 033 835
04.00 Administration générale santé	157 012 333 166	164 290 000 000	81 251 993 167	77 190 340 723
04.01 Système de santé primaire	59 538 982 312	97 677 000 000	40 272 085 792	37 319 025 360
04.02 Soins de santé préventive (programme élargie de vaccination)	3 975 526 103	2 830 307 722	967 065 785	31 126 146
04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endemies	38 469 417 532	20 523 000 000	7 939 013 008	442 525 675
04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition	1 413 136 863	11 464 000 000	4 521 563 800	49 441 967
04.05 VIH/SIDA	3 169 197 957	22 986 000 000	9 106 033 754	9 520 461 644
04.06 CHU et Institutions médico-spécialisés	46 861 132 803	59 945 000 000	26 139 256 415	20 585 112 320
04.7 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Santé	20 000 000 000			
05 Eau et Assainissement	58 635 218 152	80 344 925 102	31 123 323 529	28 591 055 367
05.1 Accès à l'eau potable et assainissement	21 574 670 136	79 150 000 000	30 600 365 669	28 007 119 372
05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution	7 060 548 016	1 194 925 102	522 957 860	583 935 995
05.4 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Salubrité et Assainissement	13 500 000 000			
05.5 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Eau Potable	16 500 000 000			
06 Energie	45 458 414 778	74 780 000 000	32 761 374 695	13 497 334 400
06.1 Accès à l'électricité	31 958 414 778	74 780 000 000	32761374695	13 497 334 400
06.2 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Electricité	13 500 000 000			
07 Routes et ouvrages d'art	153 833 087 949	215 041 000 000	77 380 621 471	125 813 069 777
07.1 Entretien pistes rurales	20 063 038 412	13 372 000 000	5 263 349 471	11 117 804 420
07.2 Constructions d'ouvrages d'art	8 187 146 456	7 829 000 000	3 050 185 629	5 358 286 815
07.3 Autres travaux routiers	100 582 903 081	193 840 000 000	69 067 086 371	109 336 978 542
07.4 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Entretien et Aménagement	25 000 000 000			
08 Affaires Sociales	38 399 517 634	36 336 923 547	16 921 536 191	8 257 788 382
08.0 Administration générale	31 248 954 465	27 472 000 000	12 647 767 059	5 727 439 146
08.1 Formations destinées aux femmes	1 575 627 583	676 102 383	287 633 788	487 076 282
08.2 Orphelinats, pouponnières et centres sociaux	3 111 681 076	3 597 303 550	1 678 267 386	828 490 213
08.3 Formation au personnel d'appui	1 779 495 361	1 688 992 926	778 170 148	834 115 444
08.4 Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes	683 759 149	2 902 524 688	1 529 697 810	380 667 297
09 Décentralisation	55 136 899 814	63 268 000 000	25 510 826 605	25 590 035 018
09.1 Décentralisation	55 136 899 814	63 268 000 000	25 510 826 605	25 590 035 018
10 Reconstructions et réhabilitations	11 279 407 992	12 836 677 200	4 386 064 179	788 988 416
10.1 Reconstruction et réhabilitation		136 677 200	46 700 167	
10.2 Habitat et logements sociaux	11 279 407 992	12 700 000 000	4 339 364 012	788 988 416
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	9 230 100 598	10 791 761 388	4 294 098 896	1 945 069 796
11.1 Promotion et insertion des jeunes	6 639 498 563	7 231 275 616	2 798 627 191	1 011 144 228
11.2 Appui et suivi DSRP	73 239 211	984 700 000	388 940 483	29 160 000
11.3 Développement du tourisme et de l'artisanat	2 517 362 824	2 575 785 772	1 106 531 222	904 765 568
TOTAL	2 014 787 199 237	2 070 053 266 596	941 397 339 278	945 300 431 213

Source: SIGFIP-DGBF